

Morceau par morceau, la gauche a donc perdu une grande partie de ses positions. Sa progression, dans les années 1960-1970, a été moindre que dans d'autres régions et, à partir de 1981 - son apogée quant au nombre de ses députés, grâce au suffrage majoritaire - a brusquement fait place à un déclin, qui est surtout celui du Parti communiste. La droite, quant à elle, a accumulé les succès depuis qu'elle s'est trouvée dans l'opposition. Les poursuivra-t-elle, une fois revenue au pouvoir? Pour y voir plus clair, il nous faut maintenant examiner les problèmes de façon plus précise, en analysant la situation dans les deux pôles de l'ensemble provençal, Marseille et Nice.

## CHAPITRE IV

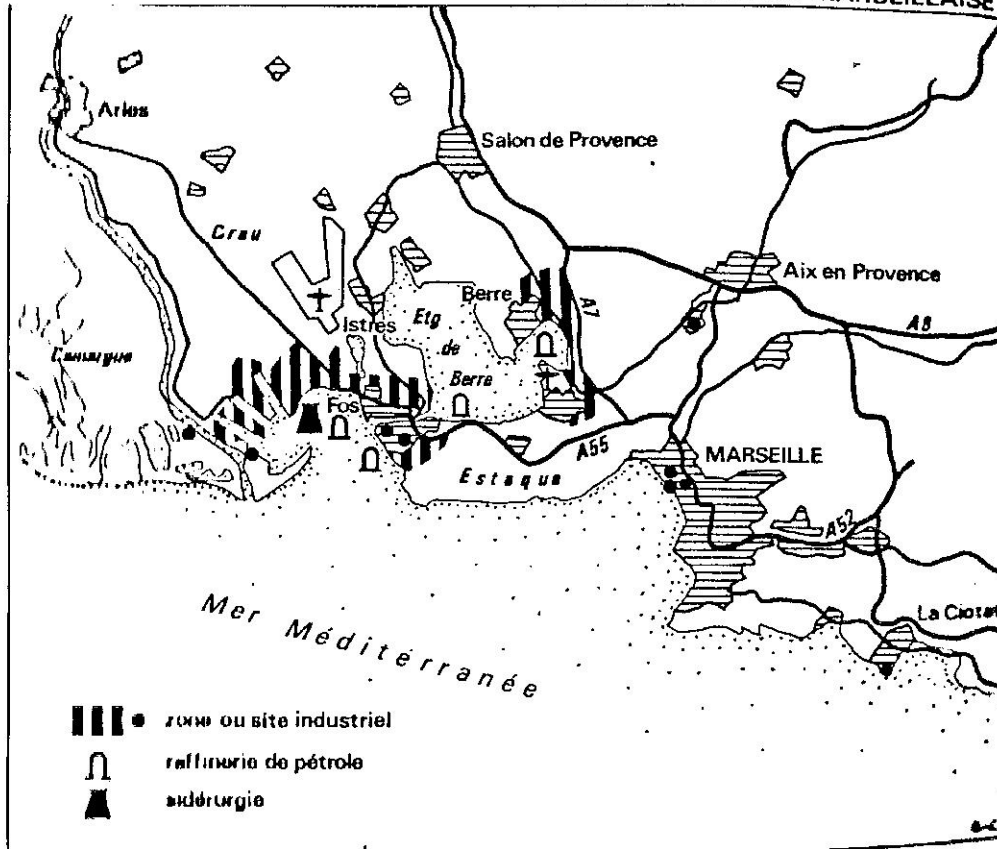
### Marseille

Nous avons déjà dit l'importance et la précocité des relations qui ont existé entre Marseille et la plus grande partie de la France, et ce bien avant le rattachement de la Provence au royaume. Située à la périphérie de l'État, Marseille a eu des rapports étroits avec le pouvoir central, en raison de l'importance du port pour l'expansion dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Le rôle particulièrement actif de la population marseillaise dans les événements révolutionnaires, aussi bien la montée des volontaires marseillais à Paris dans l'été 1792 que son ralliement à la révolte fédéraliste girondine, puis à la contre-révolution blanche, montre sa participation particulièrement grande aux larges mouvements de flux et de reflux que connaît à cette époque l'ensemble de la nation. On pourrait presque dire que Marseille accentue les uns et les autres. En dépit des mauvais souvenirs laissés par la République et la Révolution, les Marseillais se rallient au mouvement de 1848 et, en 1871, Marseille est une des très rares villes à connaître un mouvement du même type que celui de la Commune de Paris. La révolte à Marseille sera plus longue et plus grave qu'à Lyon et Saint-Étienne, et elle sera durement réprimée.

#### *Une ville de fâcheuse réputation.*

Certes, depuis un siècle, Marseille a évidemment participé aux grandes étapes de la vie nationale, mais, à partir de l'entre-deux-guerres, il apparaît que la vie politique municipale ne s'y déroule pas comme ailleurs. Marseille commence à avoir mauvaise réputation et, dans les années 1930, elle est considérée, y compris par les gens de la région, comme une sorte de Chicago.

## L'AGGLOMERATION MARSEILLAISE



Des hommes politiques influents et populaires ont alors, presque ouvertement, partie liée avec des gangsters de haut vol qui fournissent des hommes de main, des nervis<sup>1</sup>, non seulement lors des campagnes électorales, mais aussi pour le contrôle de certains quartiers ou de certains syndicats. Les scandales financiers se multiplient, dans lesquels des élus de poids sont impliqués. L'administration municipale s'effondre et, après le scandale du terrible incendie des Nouvelles Galeries (octobre 1938), le gouvernement doit mettre la ville de Marseille sous tutelle et elle le restera de mars 1939 à 1947! Il est vrai que la guerre empêchera le retour à la normale.

De nos jours, « la tradition se perpétue », écrivent Philippe Sanmarco et Bernard Morel<sup>2</sup> dans un livre remarquable, *Marseille, l'endroit du décor* (1985). Assassinats crapuleux (bar du téléphone, tuerie d'Auriol<sup>3</sup>), affaires (fausses factures et affaire Lucet<sup>4</sup>), trafics et faits divers en tous genres (drogue, grâces médicales<sup>5</sup>), mythologie du parrain, etc., tout concourt à faire peser sur la ville cette atmosphère lourde qui plaît tant aux vendeurs de drames et de scandales. Les faits existent. Et il ne s'agit pas de les minimiser. Qui songe à le faire, d'ailleurs? Dans l'introduction au programme électoral de la liste conduite en 1983 par Gaston Defferre, on pouvait lire: « Ne minimisons pas l'extrême gravité d'événements récents: l'assassinat d'un juge d'instruction et l'affaire dite des "fausses factures" mettent au jour, grâce au travail de la justice, plus que des faits criminels isolés, des réseaux de corruption. L'existence et le fonctionnement de réseaux de cette nature, avec distribution des rôles et partage rationnel des risques et des profits, appellent à la fois répression, dont la justice se charge, rigueur, méthode et ténacité de la part des autorités publiques, notamment de la municipalité chargée de l'administration de Marseille. Alors que sous tous les gouvernements précédents, les scandales étaient étouffés, cette

1. C'est à l'origine un mot de l'argot marseillais qui désignait les portefaix du port.
2. Philippe Sanmarco est député socialiste des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal de Marseille. Bernard Morel, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, est un des animateurs du « Centre marseillais d'études et de réflexion pour de nouvelles solidarités ».
3. Assassinat en 1982 d'un membre de l'ancien SAC (« Service d'action civique » gaulliste) et de sa famille par d'autres membres du SAC.
4. Après le « suicide » de Lucet, directeur de la Sécurité sociale à Marseille, la ténébreuse affaire des fausses factures impliqua des membres de la municipalité.
5. Dont bénéficièrent des « caïds » du trafic de la drogue, pourtant condamnés à de longues peines de prison.

tous, il n'en a rien été, bien au contraire. Il ne s'agit donc pas de minimiser de tels faits.»

« Il est vrai, poursuivent Philippe Sanmarco et Bernard Morel, que Marseille n'est pas tout à fait une ville comme les autres » : « C'est vrai qu'elle n'a pas vraiment vécu au même rythme que les autres villes françaises... » C'est vrai, auraient-ils pu dire, que la vie politique à Marseille ne se déroule pas avec le même souci des convenances qu'ailleurs, à preuve, par exemple, les conflits et même les pugilats qui ont opposé publiquement, en 1985, aux républicains du Parti socialiste, les partisans de Gaston Defferre à ceux de son ex-dauphin Michel Pezet, qui contrôle une partie de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Il ne suffit pas d'invoquer des pratiques de clientélisme, car elles existent ailleurs sans pour autant s'inscrire dans une telle atmosphère générale de scandales et de faits divers plus ou moins sanglants. Il existe, en fait, une formation sociale marseillaise tout à fait particulière, dont il importe de comprendre les causes profondes, économiques, sociales, démographiques, culturelles et politiques. Pour cela, il faut rappeler rapidement son évolution en prenant en considération d'abord des temps relativement longs, puis ses transformations récentes.

### *Marseille et l'Algérie.*

Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le port de Marseille exporte, vers l'ensemble des pays méditerranéens, des productions d'une grande partie de la France, et surtout celles de son arrière-pays, lequel est tout d'abord une grande partie du Languedoc (notamment le département du Gard) : des vins, des huiles, des savons, des fers et surtout des draps fabriqués en Languedoc, mais aussi à Marseille même. Marseille importe diverses marchandises, en provenance notamment des pays de l'Empire ottoman et du Maghreb. À proprement parler, il ne s'agit pas encore de relations de type colonial ou du moins sont-elles très différentes de celles qui se sont développées de part et d'autre de l'Atlantique lors du premier âge colonial. À la différence de Nantes et de Bordeaux, Marseille ne participe guère au « trafic triangulaire », à la fois des esclaves et à l'économie de plantation des Antilles et de l'Amérique tropicale.

Il est cependant la cause d'une de ces économies de plantation à savoir la soie de la Chine, la perte de Saint-Domingue et des grandes plantations sucrières, qui va provoquer un événement dont les conséquences n'ont pas fini de se développer dans le

destin de Marseille : la conquête de l'Algérie en 1830. On sait que le prétexte en fut un incident diplomatique à propos d'une facture qui n'aurait pas été payée au dey pour les considérables livraisons de céréales qu'il avait faites à la France durant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Mais un des mobiles de la conquête procède d'une singulière erreur de raisonnement géographique. En effet, des voyageurs abusés par le caractère luxuriant de la végétation dans de petites plaines côtières qui jouxtent immédiatement Alger (notamment celle où on implantera le fameux Jardin d'essai), estimèrent que l'on pouvait cultiver la canne à sucre sur le littoral algérien, ce qui permettait, pensaient-ils, de remplacer les plantations perdues de Saint-Domingue!

Cette illusion s'étant vite dissipée, il resta une colonie dont on ne sut trop que faire pendant cinquante ans, sinon d'y envoyer des paysans sans terre, car la France connaît encore une croissance démographique relativement forte et le surpeuplement rural y est grand. Le port de Marseille, où l'on construit de nouveaux bassins, profite évidemment du trafic avec l'Algérie, et notamment des transports de troupe, car la conquête est difficile. La crise du phylloxera qui détruit le vignoble français va donner un grand essor à l'économie coloniale en Algérie, où, à partir de 1880, l'on développe un nouveau vignoble et vers où affluent les vigneron français qui ont été ruinés.

### *L'expansion vers l'avant-pays, mais une industrialisation médiocre.*

Certes, des capitaux marseillais s'investissent en Algérie, mais la fièvre des affaires qui s'empare de Marseille dépasse de beaucoup les perspectives de ce marché d'outre-Méditerranée. En effet, les grandes dynasties de la bourgeoisie marseillaise, négociants ou armateurs, sont saisis de la « passion de la modernité » (pour reprendre une formule chère à Jean-Paul Ferrier), avec les perspectives que donne l'ouverture du canal de Suez en 1869. L'avant-pays du port de Marseille s'élargit de façon telle – les Indes, l'Indochine, le Japon... puis, sur la lancée, l'Afrique de l'Ouest – les espoirs de profit y paraissent si grands, que le capitalisme marseillais en vient à négliger l'arrière-pays. Alors qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme lyonnais a tissé de multiples liens avec toutes les régions avoisinantes, liens financiers qui en viennent à former, comme l'a montré Jean Labasse, une région économique lyonnaise englobant une dizaine de

départements, le capitalisme marseillais se détourne de ce qui avait constitué son arrière-pays jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci explique, pour une part, le relatif isolement de Marseille au sein de la Provence.

Marseille aurait pu devenir, tout autant que Barcelone, un grand centre d'industries différenciées. Mais cela ne fut pas. L'important, les capitaux, les profits récoltés outre-mer, ne manquaient pas, pas plus que les débouchés. Mais les grandes familles de la bourgeoisie marseillaise les Bergasse, les Rastoin, les Cyprien-Fabre, les Charles-Roux, les Fraissinet, les Maurel, les Paquet restèrent avant tout des négociants, des transitaires, des armateurs, tout en réalisant aussi d'appréciables profits dans la spéculation foncière, du fait de la croissance de la ville. On peut dire que le capitalisme industriel resta subordonné au capitalisme commercial de type colonial. Les industries marseillaises restent basées sur le traitement des matières premières importées, huileries, savonneries, sucreries, chocolateries, minoteries, fabriques de pâtes alimentaires ou de produits chimiques pour les traitements de la vigne, soit, au total, des activités industrielles très banales, dégageant peu de valeur ajoutée et ne nécessitant qu'une main-d'œuvre très peu qualifiée (et ceci aura d'importantes conséquences quant à la composition du peuplement), la principale exception étant les entreprises de réparation de navires. La relative stagnation du potentiel industriel marseillais est masqué par l'énorme accroissement du trafic portuaire, surtout avec le développement des importations pétrolières. Par manque de place près de la ville et pour des raisons de sécurité, elles se font au-delà de la chaîne de l'Estaque, à plus d'une vingtaine de kilomètres de Marseille, mais la chambre de commerce obtiendra dès 1919 la concession des installations portuaires de l'étang de Berre. Les raffineries qui se développent à leur voisinage immédiat emploient, certes, un personnel hautement qualifié, mais relativement peu nombreux, et il n'habite pas à Marseille.

### *L'afflux des immigrés.*

La caractéristique majeure de la formation sociale marseillaise est l'importance de l'immigration en provenance de divers pays méditerranéens. Certes, cette immigration est ancienne, particulièrement celle des Italiens, non seulement à cause du simple fait que les liens entre Rome et le sud de la France remontent jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et des relations

politiques et commerciales de la Provence avec l'Italie. Mais c'est surtout dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, lors du grand essor de Marseille (l'Algérie, Suez), que l'immigration italienne prend une importance considérable. En 1851, sur une population de 195 000 habitants (surtout de « vieux Marseillais » et des gens venus de Provence, du Massif central et du Languedoc), les Italiens sont moins de 10 %. Ils sont 18 % en 1880 (M. Roncayolo, 1963) et leur proportion sera de l'ordre de 20 % jusqu'à l'entre-deux-guerres, sur une population totale de 600 000 habitants. De surcroît, il faut tenir compte de leur progressive intégration, par naturalisation. En 1913, les services préfectoraux considéraient que sur une population totale de 550 000 personnes, il fallait compter 150 000 Marseillais d'origine, 100 000 Italiens devenus français par naturalisation et 100 000 Italiens de nationalité italienne. Ce que l'on peut appeler l'ensemble de la communauté italienne représente alors près de 40 % de la population totale de la ville. Viendront ensuite des Espagnols, des Arméniens, des Algériens (surtout des Kabyles), au lendemain de la première guerre, sans pour autant que le flot des Italiens se tarisse. De nombreux militants antifascistes quittent l'Italie et il en sera de même pour les républicains espagnols, du fait de la guerre civile. Eux-mêmes ou leurs fils joueront par la suite un rôle important dans le développement du Parti communiste, qui a été particulièrement puissant à Marseille.

Non seulement ces immigrés viennent chercher du travail, mais le patronat marseillais les fait venir pour disposer d'une main-d'œuvre moins coûteuse et plus docile. C'est ainsi que les premiers Kabyles sont amenés avant 1914 pour briser une grève des travailleurs d'une grosse huilerie. Ces immigrés forment l'essentiel de la main-d'œuvre dans les métiers les plus pénibles, les plus malsains et les plus dangereux sur le port, dans l'industrie des corps gras, dans la chimie et sur les multiples chantiers de construction d'une ville et d'un port en pleine expansion. Le monde marseillais du travail manuel, entre les deux guerres, se divise en trois secteurs des points de vue économique et socio-professionnel (artisans, encadrement, ouvriers), mais seulement en deux du point de vue culturel. D'une part, les « vieux » Marseillais; ce sont les artisans et les contremaîtres, plus ou moins liés dans des rapports de clientèle au grand patronat, qui les aide souvent à développer une petite entreprise; ils sont aussi le personnel qualifié du port et de certaines industries (mécanique, réparation navale). D'autre part, les immigrés, qui forment le gros de la main-d'œuvre des usines et des chantiers. Les « vieux Marseillais » sont encore organisés dans des structures héritières

des importations et du compagnonnage (c'est notamment le cas de « portefaix » du port); les sentiments de xénophobie à l'encontre de la masse immigrée font qu'ils se sentent plus ou moins solidaires du patronat. Par ailleurs, les « vieux Marseillais » participent à une vie de quartier, chacun formant dans la ville une unité relativement cohérente, en raison d'une vie associative aux traditions anciennes, renouvelées par des initiatives plus récentes venant soit de l'Église, soit de groupes laïques.

*Les « clans » et les clientèles.*

La masse des immigrés n'est pas homogène et ils s'organisent en diverses communautés d'origine régionale (telle ou telle province d'Italie), certaines d'entre elles parvenant à se regrouper elles-mêmes en quartiers, avec leurs traditions, leurs commerces, leurs églises, leurs associations, leurs réseaux plus ou moins étendus. L'importance de l'immigration à Marseille explique celle de ce que l'on peut appeler le « clanisme ». Les nouveaux arrivants ne peuvent vivre isolés dans une ville qu'ils ne connaissent pas et qui leur est hostile. De surcroît, leur venue est souvent le fait du hasard : la plupart d'entre eux ont suivi une filière, celle des parents, des amis, des gens de la même ville ou de la même région qui sont déjà installés à Marseille. Chaque communauté culturelle se trouve donc subdivisée en un certain nombre de petits groupes, au sein desquels les rapports de solidarité et de dépendance dans lesquels se trouve chaque individu sont organisés de façon plus ou moins occulte par une hiérarchie, elle-même dirigée par un chef. Cette structure de « clan » est d'autant plus reproduite à Marseille que la grande majorité des immigrants est venue de régions où les structures « claniques » jouent un rôle considérable, et pas seulement dans les « clientèles traditionnelles ». C'est le cas des Italiens du Sud, des Apulais, des Kabyles, mais aussi des Corses<sup>1</sup>, ces derniers n'étant pas des immigrants comme les autres, puisqu'ils sont toujours français et qu'ils profitent de puissants réseaux dans l'administration, la police, l'armée, etc. Et les Corses ont été nombreux à venir à Marseille.

Il importe de souligner que dans les structures traditionnelles des régions d'où viennent les migrants, le « clan » n'est pas seulement une organisation de solidarité, mais un outil de

1. Pour l'analyse longue du rôle des clans dans la partie de cet ouvrage consacrée à la Corse.

pouvoir, en quelque sorte une machine de guerre<sup>1</sup>, car les clans luttent les uns contre les autres, y compris, parfois, au sein d'un même village. Ces luttes procèdent de contentieux historiques plus ou moins anciens, de rivalités entre grandes familles plus ou moins influentes, ces luttes ayant finalement pour fonction de maintenir la cohésion au sein de chaque clan, d'y justifier le pouvoir du chef, les secrets de sa stratégie et les pratiques de violence qu'il fait exercer par ses lieutenants sur ceux qu'il protège et opprime tout à la fois. La cohésion du groupe, l'obligation du secret, la violence, l'appareil de pouvoir qui caractérise les « clans », expliquent leur efficacité dès lors qu'ils sont importés au sein d'une société différemment structurée et beaucoup plus individualiste, et qu'ils fonctionnent pour le contrôle d'activités plus ou moins illégales sur lesquelles il est possible de prélever, par la force ou l'intimidation, des profits importants. La première d'entre elles, dans un grand port et dans une ville où il y a beaucoup d'immigrés vivant loin de leur famille, c'est évidemment la prostitution. Son contrôle se fait par des méthodes d'asservissement et de « racket », que tolèrent la police et les « honnêtes gens », et qui seront ensuite élargies à d'autres domaines. Plus tard viendra le trafic international de la drogue et les sommes énormes qu'il permet d'accaparer. Une succession de « faits divers » plus ou moins sanglants permet d'avoir une vague idée du rôle des différents réseaux et des clans qui font alliance ou se battent féroce-ment les uns contre les autres pour la conquête de tel quartier, de telle filière, qu'il s'agisse de la Mafia sicilienne (la multinationale du gangstérisme), de la Camora calabraise, des bandes de truands corses ou algériens... sans oublier pour autant le « milieu » lyonnais ou niçois.

Bien évidemment, la grande majorité des immigrants ne participe ni de près ni de loin à ces bandes, et c'est d'ailleurs principalement sur eux qu'elles exercent leurs exactions et leur oppression. Cependant, une grande partie de la population d'origine étrangère, y compris ceux – bien qu'à un degré moindre – qui sont devenus citoyens français (notamment par la naturalisation automatique des enfants nés en France), participent à ces structures de clan ou, plus largement, de clientèle. Compte tenu

1. On peut, certes, évoquer la ressemblance avec les structures de *l'asabiya*, dont le grand historien du Moyen Âge, Ibn Khaldoun, a montré l'importance dans le fonctionnement politique du Maghreb (cf. Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, passé du Tiers Monde*, Paris, Maspéro, 1965). Mais il faut tenir compte d'une différence majeure, c'est que les « clans », qu'ils soient corses, kabyles ou siciliens, n'ont pas constitué de structures étatiques, alors que pour Ibn Khaldoun, *l'asabiya* est le « moteur du devenir de l'État ».

de la très forte proportion à Marseille de la population d'origine étrangère, ces structures ont une grande importance électorale. Si le domaine des très grandes affaires est resté fermé aux immigrés, bien que certains d'entre eux aient fait fortune dans les services ou le commerce de détail (et c'est le cas, aujourd'hui, de quelques Algériens, par exemple dans la confection), il est parmi eux des personnages influents dont les directives de vote pèsent d'un grand poids lors des campagnes électorales. Aussi sont-ils courtisés par les notables et les différentes tendances politiques.

Par ailleurs, l'ensemble de la population marseillaise se caractérise depuis longtemps par une vie associative particulièrement active et complexe, qui remonte à la vieille tradition municipale et corporative des villes provençales. La croissance urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle et l'immigration massive, qui en est le facteur principal, se sont accompagnées d'une multiplication d'associations : d'une part, les patronages et les mutuelles organisés avec la collaboration de l'Église pour encadrer les immigrants italiens, restés fort religieux; d'autre part, des organisations laïques animées par des instituteurs, dont l'influence était d'autant plus grande que, pour les immigrés, l'apprentissage de la langue française était une des conditions de l'insertion et de la promotion sociale. L'association des « Amis de l'instruction laïque », constituée en 1882, a eu longtemps une grande influence.

#### *Une très vaste commune. La deuxième ville de France.*

Telles sont les principales caractéristiques qui faisaient l'originalité de la formation sociale marseillaise jusqu'au début des années 1960, c'est-à-dire avant la brutale croissance démographique provoquée, dans une grande mesure, par l'afflux non seulement des Français d'Algérie, mais aussi par l'arrivée d'un grand nombre de musulmans, les uns – anciens harkis – ne pouvant pas rester dans leur pays, d'autres déçus dans ce qu'ils attendaient de l'indépendance, les derniers – les plus nombreux – venant trouver du travail, et il ne manquait pas sur les chantiers d'une ville en pleine expansion. Marseille, qui comptait 660 000 habitants en 1954, en compte 881 000 en 1968, et même 917 000 avec la proche agglomération. Avant ce brusque accroissement, Marseille était déjà considérée par nombre de Provençaux comme la ville où il y avait trop d'étrangers. Cependant, ceux-ci s'intégraient de générations en générations, les mariages mixtes étant relativement nombreux. L'arrivée massive des musulmans a considérablement modifié les données du problème, non seulement à cause du

racisme, mais aussi parce qu'il est quasi impossible à une musulmane d'épouser un non-musulman et que l'inverse entraîne aussi de grandes difficultés culturelles, les enfants devant devenir musulmans.

Avant d'aborder les problèmes politiques tels qu'ils se posent depuis quelques années à Marseille, il est nécessaire de rappeler rapidement quelle a été leur évolution dans les décennies antérieures, ne serait-ce que pour comprendre les contradictions qui ont donné une telle importance au rôle de Gaston Defferre. Il a été trente-trois ans à la tête de la deuxième ville de France, avec la charge de gérer une population presque deux fois plus nombreuse que celle de la ville de Lyon. La commune de Marseille se caractérise, en effet, par un territoire municipal extrêmement étendu, puisqu'il est de 22 000 hectares, Paris n'en comptant que 8 600 et Lyon 4 000. Alors que dans toutes les autres grandes agglomérations françaises, une série de problèmes difficiles se trouvent morcelés et transférés à de multiples communes de banlieue dont les municipalités doivent tant bien que mal en assumer la gestion, les différents groupes sociaux tendant de plus en plus à se fractionner et à se dissocier dans des ensembles spatio-juridiques différents, à Marseille, au contraire, c'est dans le cadre d'une même ville que se posent la plupart des problèmes et que s'inscrivent toutes les tensions sociales, d'autant plus vives qu'il s'agit de communautés culturellement très différentes. Alors que la ville de Lyon et celle de Paris ont vu se réduire leur population ouvrière et augmenter la part des classes moyennes, ce qui favorise le consensus et consolide des municipalités plutôt conservatrices, à Marseille, au contraire, se développent les contradictions sociales et les antagonismes culturels. Il n'est donc pas étonnant que Marseille ne soit pas une ville comme les autres.

*Il y a près d'un siècle, une première expérience de « collectivisme municipal ».*

De 1871 à 1892, c'est, globalement, la grande bourgeoisie qui tient le pouvoir municipal, car les organisations de gauche sont désorganisées par la répression du mouvement des communards marseillais. Mais les rivalités entre les grandes familles, rivalités de personnes comme de tendances idéologiques, entraînent une grande instabilité et dix-huit municipalités se succèdent en un peu plus de vingt ans, ce qui est d'ailleurs un prétexte pour ne pas entreprendre certains travaux d'intérêt collectif qui apparaissent

pourtant de plus en plus nécessaires, notamment dans le domaine de l'hygiène. La ville connaît encore des épidémies de choléra.

Le développement de la vie associative, amicales laïques, mutuelles, comités de quartier, sera longtemps dissocié de celui des mouvements de gauche explicitement politiques. Siméon Flaissières et ses amis feront la jonction. Ce médecin, d'un quartier très populaire de Marseille, est célèbre pour l'aide qu'il porte aux déshérités. Radical et anticlérical, il est conseiller municipal de 1885 à 1892. Il adhère en 1891 au Parti ouvrier français de Jules Guesde, qui commence à porter attention aux problèmes municipaux. En 1882, Siméon Flaissières est élu maire de Marseille et, pendant dix ans, il s'efforcera de mettre ce que l'on a pu appeler le « collectivisme municipal » dans quatre grands domaines : l'éducation, l'hygiène, les transports collectifs et la durée du travail. Ses réalisations ? Des écoles avec cantines, l'achèvement d'un grand réseau d'égouts, des campagnes de vaccination, la mise sur pied d'un réseau de tramways électriques à tarif unique, la réduction de la journée de travail à huit heures dans les entreprises travaillant pour la municipalité. Flaissières est battu aux élections de 1902, car le « collectivisme municipal » revient assez cher et la municipalité a soutenu certaines luttes ouvrières, ce qui mécontente la petite bourgeoisie.

De 1902 à 1919, ce sont de nouveau les grandes familles qui, en fait, dirigent la ville, celles-ci ayant la prudence de renoncer à leurs rivalités en ce domaine et l'habileté de mettre en avant des radicaux que leur anticléricalisme fait passer pour des hommes de progrès. Par ailleurs, la gauche est divisée, non seulement sur la question coloniale (la haute bourgeoisie fait célébrer les bienfaits de l'Empire par l'Exposition coloniale de 1906, qui a un grand succès), mais aussi quant aux bases spatiales que doit avoir l'action revendicative : les comités de quartier ou les syndicats d'entreprise ?

Cependant, en 1919, Siméon Flaissières est de nouveau élu maire, à la tête d'une liste rassemblant des socialistes de diverses obédiences et des radicaux, les uns et les autres s'appuyant sur des clans et des clientèles. Flaissières s'engage dans une politique de construction d'habitations à bon marché, ce qui favorise certains quartiers et donne à quelques-uns l'occasion d'affaires juteuses. Du point de vue politique, les conséquences de la scission du congrès de Tours se font fortement sentir : si les socialistes restent la plupart à la SFIO, un certain nombre rejoignent le Parti communiste qui vient de se créer et, parmi eux, une personnalité qui va jouer un rôle important : Simon Sabiani.

### *Le dérapage du mouvement populaire.*

Sabiani, homme d'action, héros de la guerre – il a le soutien de nombreux anciens combattants –, beau parleur, homme habile qui sait bien vite manipuler à son profit les clans et les clientèles ; transitaire, il est bien implanté sur le port, où ses discours ouvriéristes lui valent une grande audience parmi les dockers. Sabiani profite du paravent d'un maire populaire mais vieillissant, et surtout des conflits entre socialistes et communistes. Sabiani quitte le PC en 1923, entraînant avec lui un grand nombre de militants et de syndicalistes, se fait élire député en 1928 et parvient, grâce à ses lieutenants – « les sabianistes » – à prendre le contrôle de la mairie. Il tire parti des programmes de construction pour monter de vastes escroqueries. Mais le rôle politique de Sabiani, dont l'évolution vers l'extrême droite populiste ressemble à celle de Doriot à la même époque, est jugé encore plus inquiétant par ce qui reste de socialistes et de communistes. Leur rivalité a largement favorisé le développement de ce fascisme municipal. Non content d'être fort populaire, Sabiani embauche à la mairie plus de 2 000 nouveaux employés, qui forment des groupes para militaires pour contrôler les différents quartiers de la ville. Par ses hommes de main et ses lieutenants, Sabiani prend aussi le contrôle de plusieurs syndicats ouvriers, notamment celui des inscrits maritimes. En 1929, le PCF, pour reprendre en main ses militants, envoie à Marseille un de ses principaux cadres, François Billoux, et la lutte va être acharnée contre les sabianistes, qui utilisent les services des tueurs de Carbone et Spirito. La SFIO révisé aussi ses positions et, grâce à l'action de nouveaux militants, parmi lesquels Gaston Defferre, parvient à contrecarrer ceux de ses notables plus ou moins favorables à Sabiani. La campagne en 1935 pour les élections municipales est sanglante et Henri Tasso, un socialiste, est élu maire, grâce au désistement des communistes. En 1936, François Billoux parvient à battre Sabiani dans son propre fief. Mais tout n'est pas réglé pour autant et la municipalité Tasso, minée par la continuation des pratiques de corruption et de clientélisme, attaquée par les communistes comme par la droite, est à peu près impuissante. Le scandale de l'incendie des Nouvelles Galeries (28 octobre 1938) entraîne la mise en tutelle de Marseille par l'État (20 mars 1939).

Les sabianistes, pendant l'Occupation feront pour la plupart de la collaboration très active avec l'ennemi, puisqu'ils se rallient au PPF de Jacques Doriot. Là encore, les clans et les bandes sont largement utilisés, mais la Résistance ne néglige pas non plus ce

moyen d'action, d'autant que les Allemands, en janvier 1943, ont rasé deux quartiers du Vieux-Port (celui des Augustins et de Saint-Laurent), ce qui provoque une forte hostilité des habitants.

Il ne paraît pas inutile de rappeler aujourd'hui ces conflits qui datent d'une cinquantaine d'années, car les structures sociales de la ville, malgré son gonflement, n'ont pas, quoi qu'on en dise, fondamentalement changé, l'aggravation de l'hostilité à l'encontre des immigrés augmentant même les risques de glissement de l'opinion populaire vers les thèses de l'extrême droite, comme au temps des sabianistes.

*Gaston Defferre : l'alliance (1945), puis la rupture avec les communistes.*

Dans la lutte contre l'occupant, les communistes, mais aussi les socialistes, vont jouer un grand rôle et, dans les combats d'août 1944 à Marseille, le 23 août, Gaston Defferre, organisateur du réseau Brutus et des « milices socialistes », s'empare de la mairie, où il s'installe. Il a trente-quatre ans. Ce Nimois (son père et sa mère sont de bonnes familles protestantes des Cévennes), venu à Aix en 1931 pour y faire ses études de droit et installé comme avocat à Marseille en 1937, est un de ces jeunes militants socialistes qui ont lutté contre les sabianistes. Mais avant guerre, son rôle est encore relativement modeste. C'est son action dans la Résistance qui commence à faire de lui un homme influent. Organisateur du réseau Brutus, il se rend clandestinement à Londres et à Alger, où il se range avec de Gaulle contre Giraud et se fait apprécier par bon nombre de ceux qui marqueront ensuite les premiers temps de la IV<sup>e</sup> République. On lui propose de rester à Alger et de siéger à l'Assemblée consultative, mais il préfère rejoindre son réseau. Il fait alliance avec le Mouvement de libération nationale pour préparer la libération de Marseille, et le Conseil national de la Résistance (dont Michel Debré est l'émissaire) donne son accord pour qu'il en devienne le futur maire<sup>1</sup>.

Mais à Marseille, à la Libération, ce sont les communistes qui sont, en fait, la principale force politique et ils considèrent qu'il faut profiter des événements pour faire franchir une étape décisive dans la lutte de classe. Ils décident notamment la réquisition de toutes les entreprises dont le patron a peu ou prou collaboré et celles-ci sont confiées à des cadres de la CGT.

1. Cf. J.-M. Colombani et P. Jarreau dans *le Monde* du 8 mai 1986.

Celle-ci prend aussi le contrôle du port. Les socialistes sont obligés de suivre. En avril 1945, aux élections pour la composition de la délégation spéciale chargée d'administrer la ville, la victoire de la liste PC-SFIO Billoux-Defferre est écrasante, et Gaston Defferre devient président de la délégation spéciale, jusqu'à ce qu'il doive céder la place six mois plus tard au communiste Jean Cristofol, car les premières élections législatives ont fait apparaître la prépondérance du PC (47 % des voix) sur la SFIO (26 % des voix). Aux premières élections municipales (octobre 1946), le recul des socialistes s'accroît face au PC et s'ils acceptent au second tour de faire avec lui liste commune contre la droite – Cristofol est élu maire –, ils refusent de participer à la gestion municipale, car le poids des communistes apparaît de plus en plus dangereux. Gaston Defferre entame une carrière nationale (député des Bouches-du-Rhône, secrétaire d'État chargé de l'Information en 1946, sous-secrétaire d'État à la France d'outre-mer en 1947), tout en restant fortement impliqué dans la vie marseillaise, ne serait-ce que par *le Provençal*, le journal qu'il a repris en 1944 et qu'il dirigera jusqu'à sa mort.

En 1947, la tension devient de plus en plus grande à Marseille, car l'Assemblée nationale, sous l'impulsion de deux députés des Bouches-du-Rhône (un socialiste et un MRP), vote la restitution des entreprises confisquées à la Libération, ce qui met fin à l'« expérience » du PC. Le port de Marseille est paralysé par les grèves de la CGT contre le Plan Marshall et les débuts de la guerre d'Indochine. Aux élections municipales de 1947, Defferre refuse de faire alliance avec le PC, ce qui assure le succès des gaullistes à la mairie. Trois semaines après l'exclusion des ministres communistes du gouvernement, l'émeute éclate à Marseille et les communistes envahissent la mairie, gendarmes et CRS refusant d'intervenir. Le préfet reçoit les pleins pouvoirs civils et militaires pour rétablir l'ordre. François Billoux, le leader du PC marseillais, accuse Defferre de trahison et c'est le début d'un conflit qui durera plus de trente ans. Le premier sera régulièrement élu député communiste dans les Bouches-du-Rhône jusqu'à sa mort, en 1978. Le second sera bientôt maire de Marseille et il le restera jusqu'à sa mort en 1986.

Aux élections municipales de 1953, le bilan des gaullistes à Marseille étant très médiocre et le PC étant encore très fort (37 % des voix), la droite non gaulliste (modérés, MRP, radicaux) fait alliance avec Defferre, qui a montré sa détermination dans sa lutte contre l'hégémonie communiste sur le port, notamment durant la période où il est ministre de la Marine marchande (1950-1951). Gaston Defferre devient donc maire de Marseille,



avec comme premier adjoint Jacques Rastoin, qui appartient à la grande bourgeoisie de la ville. Cette alliance à Marseille entre les socialistes et les « modérés » de la droite ou du centre-droit, entre Gaston Defferre et les grands milieux d'affaire<sup>1</sup>, durera en fait jusqu'à la fin des années 1970, époque à laquelle le maire de Marseille, en application de la politique nationale du « programme commun », se résoudra à faire alliance avec le Parti communiste, celui-ci ayant beaucoup perdu de sa puissance d'antan.

### *Le maire de Marseille et sa carrière nationale.*

Dans leur ouvrage *Marseille, l'endroit du décor*, Philippe Sanmarco et Bernard Morel estiment que l'action de Gaston Defferre à Marseille a été essentiellement « un programme de bonne gestion doublé de ce que l'on pourrait appeler un certain «apolitisme social [qui a rencontré] le soutien d'une droite libérale ». Cependant, il importe de tenir compte des différents aspects de l'action de Gaston Defferre et de ne pas mettre sur le même plan cet «apolitisme social» à Marseille et l'apolitisme plutôt orienté vers les partis de droite qui caractérise depuis trente ans les maires de Lyon, ceux-ci restant prudemment cantonnés au niveau du pouvoir municipal. L'action de Gaston Defferre ressemble assez, toutes choses égales d'ailleurs, à celle de Jacques Chaban-Delmas, en ce sens que l'une et l'autre ont été menées au niveau national et au niveau d'une ville dont le poids est tel qu'il entraîne du même coup une influence départementale et régionale.

D'une part, Gaston Defferre, en dépit de l'importance et de la complexité de son action politique à Marseille, a continué une carrière nationale et celle-ci a souvent été de premier plan : en 1956, dans le cabinet Guy Mollet, il est ministre de la France d'outre-mer (dans sa jeunesse, Gaston Defferre avait passé deux années à Dakar, où son père s'était installé) et c'est lui qui a mis en chantier le projet de « loi-cadre » auquel il laissera son nom. Elle donne au gouvernement le droit de promulguer par décret des réformes visant à étendre les pouvoirs des assemblées territoriales en AOF et AEF. C'est la « loi Defferre » qui préparera l'évolution progressive des colonies françaises d'Afrique noire vers l'indépendance. Par ailleurs, l'action de Gaston Defferre a été

<sup>1</sup> A noter que c'est seulement en 1973 que Gaston Defferre épouse Edmond de la Roche Roux, qui appartient à une des plus célèbres familles marseillaises.

considérable pour la transformation de la vieille SFIO et pour écarter l'équipe de son secrétaire général Guy Mollet. Après l'échec de sa campagne pour les présidentielles de 1965 et de sa tentative de regroupement de la gauche non communiste, Gaston Defferre, avec le soutien de la puissante fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, favorise grandement l'accession de François Mitterrand à la tête du nouveau Parti socialiste. C'est enfin Gaston Defferre, nommé ministre d'État en 1981, qui prépara et fit adopter la loi de 1982 sur la décentralisation et la réforme régionale.

À Marseille, en dépit des apparences de cet «apolitisme social», l'action de Gaston Defferre fut, pour une grande part, éminemment politique : il s'agit en effet pour lui de continuer à réduire, pas à pas, discrètement, l'influence du Parti communiste. Alors que celle-ci se fonde principalement à Marseille sur les syndicats (CGT) et les cellules des grandes entreprises, Gaston Defferre et les militants socialistes qui relaient son action s'appuient essentiellement sur le syndicat Force ouvrière, dont l'audience est grande chez les fonctionnaires, mais surtout sur des comités de quartier et tout un réseau d'associations professionnelles, culturelles, sportives, etc., dont l'audience s'étend progressivement des milieux populaires à celui des classes moyennes. L'influence de la mairie s'exerce aussi par le système d'attribution de logements dans les HLM ou d'emplois<sup>1</sup>.

Il n'en reste pas moins, cependant, que les aspects les plus spectaculaires de l'action de Gaston Defferre à Marseille s'exercent dans un domaine relativement «apolitique», celui des grands équipements, et surtout celui de la construction de logements. Mais il est à noter que dans les équipes municipales qu'il a successivement dirigées, Gaston Defferre a le plus souvent confié les affaires d'urbanisme aux représentants du centre-droit ou de la droite, depuis Alexandre Chazeaux (MRP) après 1953 jusqu'à Jean-Claude Gaudin dans les années 1970. Ils ont, en effet, le contact avec les milieux d'affaires marseillais et ceux-ci, grâce à cette grande politique du logement, ont réalisé de substantiels profits, tant par le jeu de la spéculation immobilière que par celui des adjudications pour les programmes de construction et des équipements urbains. Il est vrai qu'au début des années 1950, la situation du logement était, à Marseille, particulièrement catastrophique, les municipalités antérieures n'ayant pas voulu ou pas pu réaliser grand-chose. Alors que, de 1945 à 1953, moins de

<sup>1</sup> Selon Philippe Sanmarco et Bernard Morel (1985), en 1964, la mairie de Marseille contrôlait directement ou indirectement environ 50 000 emplois.

10 000 logements avaient été bâtis, près de 70 000 furent réalisés de 1954 à 1961.

### *Le brusque gonflement après l'indépendance de l'Algérie.*

L'arrivée soudaine d'environ 150 000 « pieds-noirs » après l'indépendance de l'Algérie, l'afflux de population attiré par le développement des chantiers et des services dans une ville qui connaît alors une véritable explosion démographique – 720 000 habitants en 1960, 940 000 en 1968 –, imposent le lancement d'urgence de toute une série de programmes de construction, pour le plus grand profit des grandes entreprises et des spéculateurs fonciers : 100 000 logements sont bâtis de 1960 à 1977. Il est à noter que la part des opérations à financement public est restée minoritaire, même dans la période de plus grande urgence : 22 % du nombre des logements construits de 1962 à 1967, et elle s'élève à 41 % de 1968 à 1977. En revanche, c'est la municipalité qui finance la plus grande part des travaux d'infrastructure nécessaires au développement de la construction privée.

Comme le font remarquer Philippe Sanmarco et Bernard Morel, « l'alliance de Defferre et des centristes a produit en matière urbanistique quelque chose de paradoxal et, vu avec le recul, gros d'incohérences. L'urbanisme marseillais, pris en charge par les élus du centre alliés au maire, est – au sens classique – libéral, c'est-à-dire qu'il a engendré une très forte division sociale de l'espace en s'appuyant sur la promotion privée et les rentes foncières ». Dans la mesure où les grands ensembles de logements populaires ont été réalisés loin du centre-ville, là où les terrains étaient les moins chers, cela a abouti à favoriser le déplacement vers la périphérie du territoire communal des catégories sociales favorables à la municipalité. Certes, ce processus n'est pas le propre de Marseille, il est en cours dans toutes les grandes villes, mais elles ne sont pas gérées depuis si longtemps par une municipalité socialiste et il semble que celle-ci n'ait pris garde que tardivement aux conséquences politiques des décisions d'urbanisme qu'elle laissait prendre.

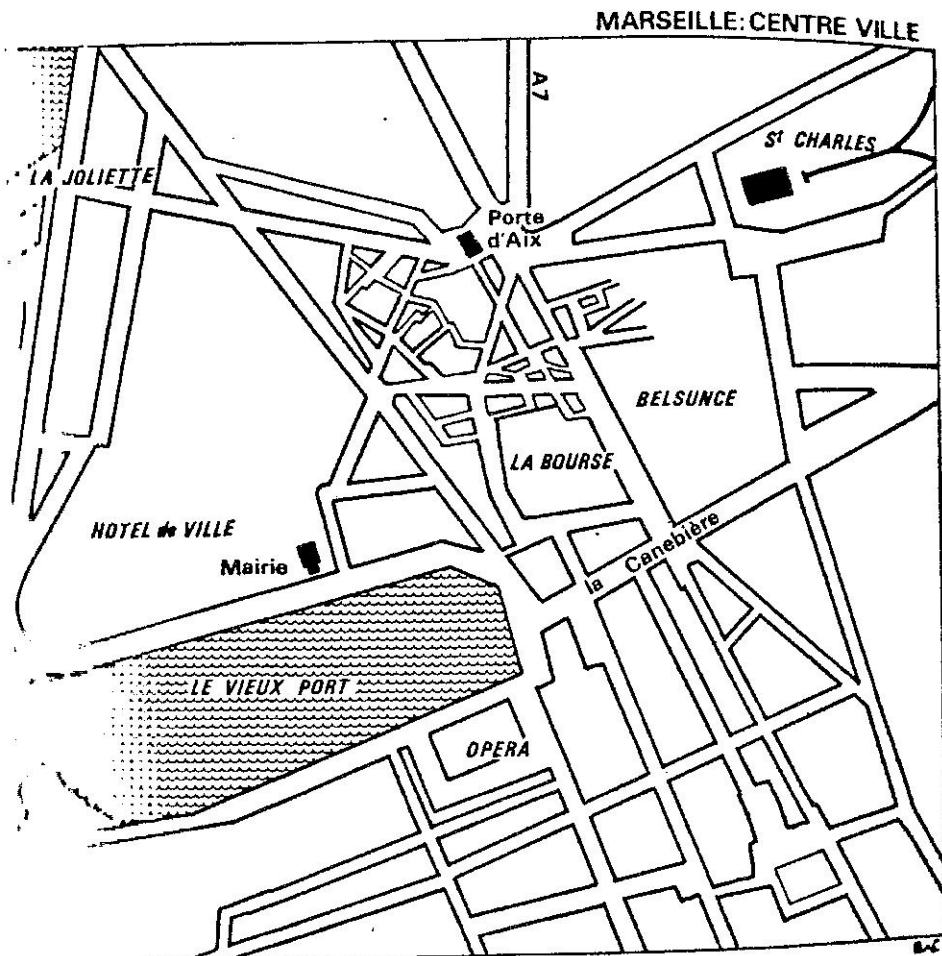
Les programmes massifs de construction de logements et de génie civil ont eu aussi une autre conséquence, dont les effets politiques indirects sont autrement plus graves. Les entreprises de travaux publics ayant pris l'habitude de recruter tout ou partie de la main d'œuvre immigrée, celles des Bouches-du-Rhône ont pu bénéficier de la commodité des relations avec l'Algérie, ce qui a entraîné principalement des Algériens, qui furent ensuite

suivis par leur famille, puis par des amis. Alors qu'en 1955, on recensait 5 000 Algériens à Marseille (8 200 pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône), soit 15 % de la population immigrée, en 1975, on dénombre officiellement 43 000 Maghrébins (dont 34 000 Algériens), soit 60 % de la population étrangère. En 1983, on en compte 92 000 (dont 60 000 Algériens) dans les Bouches-du-Rhône. Au nombre officiel des étrangers, il faut ajouter les clandestins, et les Algériens d'origine mais qui ont choisi en 1962 la nationalité française, et surtout ce que l'on appelle la « deuxième génération ». Ces fils et filles d'immigrés nés en France et qui sont devenus français par naturalisation automatique à leur majorité sont d'autant plus nombreux que, dans l'agglomération marseillaise, les Maghrébins immigrés ne sont plus seulement, comme autrefois, surtout des célibataires ayant laissé leurs familles au pays et venant pour un temps seulement travailler en France. À cause de la relative proximité d'Alger et de Marseille (surtout avec l'avion), des similitudes des climats et de l'importance de la communauté musulmane, les femmes, plus tôt que dans d'autres régions, ont été nombreuses à suivre leurs maris (elles forment 45 % de la communauté immigrée), ce qui a transformé la migration temporaire en installation définitive et augmenté considérablement le nombre des jeunes musulmans qui sont nés en France.

### *Les Maghrébins au cœur de la ville.*

À Marseille, les problèmes politiques que pose cette très importante « colonie » maghrébine sont d'autant plus graves que celle-ci se répartit géographiquement de façon très particulière. Certes, les familles maghrébines sont nombreuses dans les « quartiers nord » de la périphérie, dans les grands ensembles de logements qui avaient été construits en hâte pour loger les « pieds-noirs » rapatriés d'Algérie. Mais les Maghrébins sont aussi très nombreux au centre même de la ville et, de ce fait, leur présence est beaucoup plus perçue par l'ensemble de la population marseillaise, qui vient au centre travailler dans les bureaux, faire des achats ou se promener sur la fameuse Canebière.

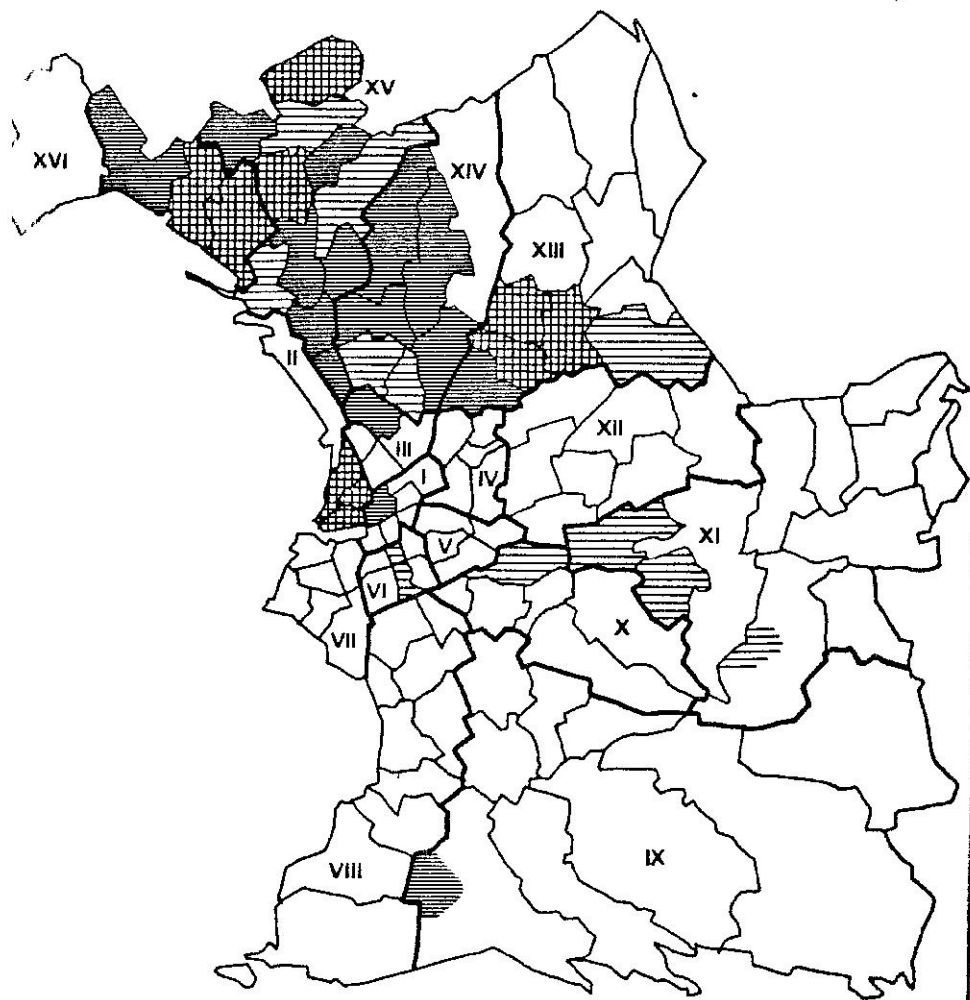
Le quartier Belsunce, près de la Porte d'Aix, au cœur du centre historique de la ville, comptait déjà 42 % d'étrangers en 1975. Les « Arabes » y sont, aujourd'hui, les deux tiers de la population. La proportion est un peu moindre dans les quartiers de Noailles, de l'Opéra et de l'Hôtel de Ville, mais elle y est cependant considérable. Il s'agit des quartiers qui entourent le Vieux-Port ou qui se



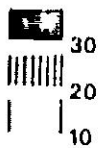
Ces quartiers où logeaient autrefois les passagers et les migrants sont devenus des quartiers d'habitat maghrébin, sans pour autant perdre leurs fonctions de transit. En effet, le nombre des commerces possédés aujourd'hui par des Algériens fait que le centre de Marseille est devenu l'endroit où l'on vient de Tunisie, du Maroc et surtout d'Algérie faire des achats. Depuis la fin des années 1970 s'est ainsi développé un véritable tourisme d'affaires, avec des séjours inférieurs à une semaine, qui concerne plus d'un million de clients par an, dont 700 000 en provenance d'Algérie. Ce pays, lors de la montée des cours du pétrole, a connu une sensible augmentation des revenus d'une notable partie de sa population, sans pour autant que les circuits d'importation de marchandises diverses fonctionnent convenablement, entravés qu'ils sont par les divers règlements d'un État qui se veut socialiste. Aussi vient-on à Marseille se fournir en produits manufacturés (matériel électrique et électronique, pièces détachées d'automobile, vêtements) et même en marchandises de consommation courante. Le chiffre d'affaires de ce centre d'affaires maghrébin à Marseille a été évalué par la SEDES (1985) à 3,5 milliards de francs par an, et certains milieux d'affaires marseillais avancent des chiffres deux à trois fois plus élevés. La réglementation des transferts de fonds qu'a établie depuis longtemps le gouvernement algérien (et d'autant plus restrictive aujourd'hui que les revenus du pétrole ont beaucoup diminué) est tournée par le fait que les Algériens qui travaillent en France ont beaucoup réduit les sommes qu'ils envoient en Algérie, et qu'ils remettent à des parents ou à des amis venus faire des achats à Marseille l'argent qu'ils destinent à leur famille restée au pays. Le volume des affaires réalisées sur ce marché maghrébin du centre de Marseille est devenu tel que de véritables fortunes se sont rapidement constituées, que des Algériens rachètent, aux alentours, de plus en plus de commerces, d'hôtels et d'immeubles, et qu'ils établissent de véritables manufactures à main-d'œuvre plus ou moins familiale pour la production à bas prix d'objets de consommation courante.

Le quartier maghrébin du centre de Marseille s'élargit donc, tout comme s'accroît le nombre des « touristes » algériens qui viennent y faire des achats. De surcroît, les grands travaux d'urbanisme réalisés par la municipalité de Marseille autour de la Porte d'Aix (80 000 mètre carrés d'immeubles de bureaux) et la réalisation du prestigieux « Centre Bourse » au cœur même de la ville (on y a trouvé les quais et les murailles de la première cité phocéenne) font que les commerces et hôtels maghrébains ont été repoussés vers la Canebière, cette avenue chère au cœur des

trouvent entre la gare Saint-Charles et les quais de la Joliette, où, autrefois, les passagers débarquaient des paquebots (aujourd'hui, ils prennent l'avion). Ce sont donc depuis fort longtemps des quartiers de transit, où les hôtels de toutes catégories sont nombreux : près de 200 hôtels disposant officiellement de 5 000 lits dans le quartier Belsunce, auxquels s'ajoutent les chambres meublées, les « foyers », etc. Quartiers anciens, d'autant plus abandonnés que les « vieux Marseillais » les ont désertés au fur et à mesure que diminuaient le nombre des passagers aisés débarquant des bateaux et au fur et à mesure que s'accroissait le nombre des Algériens. Un certain nombre d'entre eux ont pu racheter hôtels et commerces, dont la valeur avait beaucoup diminué.



% d'enfants d'origine étrangère :



« vieux Marseillais ». À leurs yeux et même sous leurs yeux, non seulement le centre historique de leur ville, mais aussi ses réalisations spectaculaires les plus modernes, le « Centre Bourse » avec ses grands magasins, se trouvent investis par les « Arabes ». Et ceci contribue à ternir plus encore l'image de Marseille dans l'ensemble de la région, au profit notamment d'Aix – la ville bien – et de Nice.

*Le développement du mouvement xénophobe.*

Il n'est donc pas étonnant qu'une grande partie de la population marseillaise soit devenue sensible aux arguments racistes et que le Front national, avec son slogan « la France aux Français » ait aujourd'hui une telle audience. L'étonnant est que ce mouvement xénophobe ne se soit pas développé plus tôt. Certes, dira-t-on, Marseille, depuis des siècles, est une sorte de « melting pot », la proportion des étrangers a été plus forte au début du xx<sup>e</sup> siècle qu'aujourd'hui et ils se sont finalement « bien intégrés », en dépit des poussées xénophobes qui n'ont pas manqué, notamment à l'encontre des Italiens. La différence est qu'il s'agit aujourd'hui de musulmans, dont l'assimilation est beaucoup plus difficile que celle des Italiens et des Espagnols catholiques ou des chrétiens d'Arménie. La poussée générale du mouvement islamiste dans le monde musulman fait qu'aujourd'hui, les « Arabes » ne veulent plus « s'intégrer », y compris une grande partie des jeunes de la « deuxième génération ». Certes, les jeunes filles sont de plus en plus conscientes des contraintes que leur imposent, au nom de l'islam, leurs frères et leurs parents, mais la pression du groupe est devenu d'autant plus forte qu'il est devenu important et que la référence à l'islam est redevenue une attitude de revendication politique.

La différence est aussi qu'autrefois, le centre de la ville était tenu par de « vieux Marseillais » qui possédaient les immeubles, les hôtels et les commerces et que les étrangers – nombreux, certes – n'y faisaient que passer. Aujourd'hui, les « Arabes » sont au centre de la ville et certains d'entre eux sont sur le point d'y racheter les plus grands magasins.

L'étonnant, répétons-le, est qu'un mouvement raciste à Marseille ne se soit pas développé plus tôt, dès les années 1960 par exemple, lorsque les Algériens commençaient d'être nombreux et alors que les pieds-noirs s'installaient à peine, avec l'amertume d'avoir été chassés de leur pays par ces mêmes Arabes. Mais dans les années 1960, les rapatriés se sentaient eux-mêmes comme des

étrangers dans la population marseillaise, ils n'y connaissent pas grand monde. De surcroît, les Français étaient soulagés par la fin de la tragédie algérienne, même si, à Marseille, l'arrêt de la guerre réduisait l'activité du port, mais cela était masqué par l'accroissement du trafic pétrolier. Il faut aussi tenir compte du fait qu'à Marseille, l'alliance au sein de la municipalité des socialistes et des élus de la droite et du centre, l'accord de Gaston Defferre et des grands milieux d'affaires, ont longtemps réduit la possibilité de développement d'un mouvement hostile à l'immigration des Algériens; on avait besoin d'eux sur les chantiers. Les gaullistes s'abstenaient de trop parler des affaires d'Algérie, car cela aurait été à l'encontre de la politique qu'avait menée le Général, et les communistes comme les gens de gauche s'entendaient à minimiser certains problèmes plus ou moins liés à l'immigration et à stigmatiser les premières réactions racistes.

Depuis la fin des années 1970, bien des choses ont changé et un large mouvement xénophobe s'est développé, notamment dans les couches populaires, parce qu'elles sont, sur leurs lieux de travail et d'habitat, les plus au contact des immigrés. Aux causes générales qui existent dans la plupart des grandes villes françaises s'ajoutent des facteurs proprement marseillais qui ont aggravé ce mouvement. D'abord, le chômage : à Marseille, il est particulièrement grave, 14 % de la population active, et il s'inscrit dans un contexte assez particulier. D'une part, la ville voit sa population diminuer (elle compterait aujourd'hui moins de 800 000 habitants<sup>1</sup>, contre 940 000 en 1968), en raison de son image de plus en plus défavorable, d'où un ralentissement de la construction et des activités commerciales. D'autre part, les industries traditionnelles sont en pleine décadence et les grands espoirs suscités par la construction du grand complexe industriel de Fos se sont révélés sans vains.

#### *La fin du système Defferre et la poussée du Front national.*

À ces raisons d'ordre économique s'ajoutent, depuis la fin des années 1970, une série de causes proprement politiques que l'on peut énumérer : c'est d'abord la rupture du système Defferre, la fin de son alliance avec les modérés, le fait que Jean-Claude Gaudin, qui avait été son adjoint chargé des affaires d'urbanisme

<sup>1</sup> Selon Bernard Morel et Philippe Sanmarco, dans le n° 6 (avril 1986) du *Bulletin du Centre marseillais d'étude et de recherches pour de nouvelles solidarités* (C.M.E.R.S.).

jusqu'en 1975, devienne le chef de l'opposition municipale; c'est aussi le déclin de l'influence du Parti communiste et le fait que Gaston Defferre, devenu ministre, ait dû être plus souvent à Paris que dans sa ville et qu'il ne puisse plus autant y « veiller au grain »; ce sont aussi les appétits de pouvoir de son dauphin Michel Pezet, qui, une fois devenu président du conseil régional, rompt avec son « patron », ce qui entraîne la zizanie parmi les socialistes; ce sont aussi les rivalités locales de l'UDF et du RPR, leurs surenchères pour attirer l'électorat et le fait que les gaullistes à Marseille n'aient pas de véritables leaders, bref tout cela a favorisé la poussée spectaculaire du Front national, au détriment de la droite comme de la gauche. Inexistant avant 1983, il est devenu une des plus importantes organisations politiques à Marseille et peut-être serait-il actuellement la première. Jean-Marie Le Pen, comme certains le pensent, deviendra-t-il le maire de la deuxième ville de France?

Alors qu'en 1978, la gauche à Marseille avait rassemblé 57 % des voix, et même 63 % aux législatives de 1981 (28,9 % pour le PC et 33,4 % pour le PS) la gauche, aux législatives de 1986, n'a obtenu que 40,3 % des voix : 26,2 % pour le PS et seulement 13,3 % pour le PC, qui s'effondre. La droite classique, qui avait obtenu 42,5 % des voix aux législatives de 1978 (RPR 18,9 %, UDF 14,2 %) et seulement 36,2 % des voix aux législatives de 1981 (le RPR, qui s'est effondré 9 %, l'UDF 24,8 %), fait un score encore moins bon aux législatives de 1986 : 34 % des voix. Si l'UDF se maintient avec 24,1 % des voix, le RPR subit une nouvelle chute, puisqu'il n'obtient que 7,6 % des voix. À noter qu'aux législatives de 1986, les abstentions ont été particulièrement nombreuses : 30 %.

En revanche, le Front national, qui était apparu à Marseille aux élections municipales de 1983 sous l'étiquette « Marseille sécurité » et qui avait alors obtenu 5,6 % des voix, est passé à 21,4 % des voix aux élections européennes de 1984 et à 24,4 % des voix aux législatives de 1986. Il a même obtenu 26,3 % des voix au premier tour des élections cantonales de 1985.

Le problème est de savoir d'où viennent les 85 000 voix que le Front national a obtenu à Marseille. En chiffre rond, les scores furent de 91 000 pour le PS, 84 000 pour l'UDF, 46 000 pour le PC et 26 000 pour le RPR. Il est évidemment difficile d'évaluer les transferts de voix d'une élection à l'autre, en raison des différences multiples entre les scrutins. En comparant avec les présidentielles de 1981 (les législatives de 1981 s'étant caractérisées par un effet d'entraînement en faveur de la gauche) et en tenant compte de la différence des taux d'abstention, Bernard

Morel et Philippe Sanmarco, en négligeant d'ailleurs les glissements de voix au sein de la gauche ou de la droite classique, estiment<sup>1</sup> que les 85 000 obtenus par le Front national en 1986 proviendraient, grosso modo pour 30 000 d'entre elles d'électeurs ayant voté RPR en 1981, pour 30 000 d'électeurs communistes, pour 20 000 d'électeurs socialistes et pour 5 000 seulement d'électeurs ayant voté UDF en 1981.

Le succès du Front national, qui a commencé son essor en 1983 sur le thème « Marseille sécurité », traduit la représentation dramatique que les Marseillais ont de leur ville, dont le centre comme la périphérie seraient envahies par les « Arabes », ceux-ci étant considérés comme la cause majeure des multiples formes de l'insécurité, de la délinquance. La façon dont l'autre grand journal de Marseille, *le Méridional*, rend compte de la succession ininterrompue de « faits divers » a largement accrédité cette thèse, d'autant que l'extension du quartier maghrébin au centre même de la cité est un phénomène directement perçu par tous les Marseillais. Le Front national s'est présenté comme la seule force politique résolue à mettre un terme à cette invasion, comme le seul parti neuf, comme le seul qui n'ait pas de responsabilité dans ce qu'est devenue Marseille.

L'importance du transfert des voix RPR au profit du Front national traduit le fait que les politiciens RPR ont tenu à Marseille un discours très proche de celui de Jean-Marie Le Pen, mais pour autant avoir un leader local, le Marseillais Charles Pasqua préférant, semble-t-il, se tenir à l'écart du guépier marseillais et se faire élire dans la région parisienne. Le fait que Pascal Arrighi, personnalité gaulliste bien connue notamment lors des événements de 1958, soit devenu tête de liste du Front national a favorisé le transfert des voix RPR.

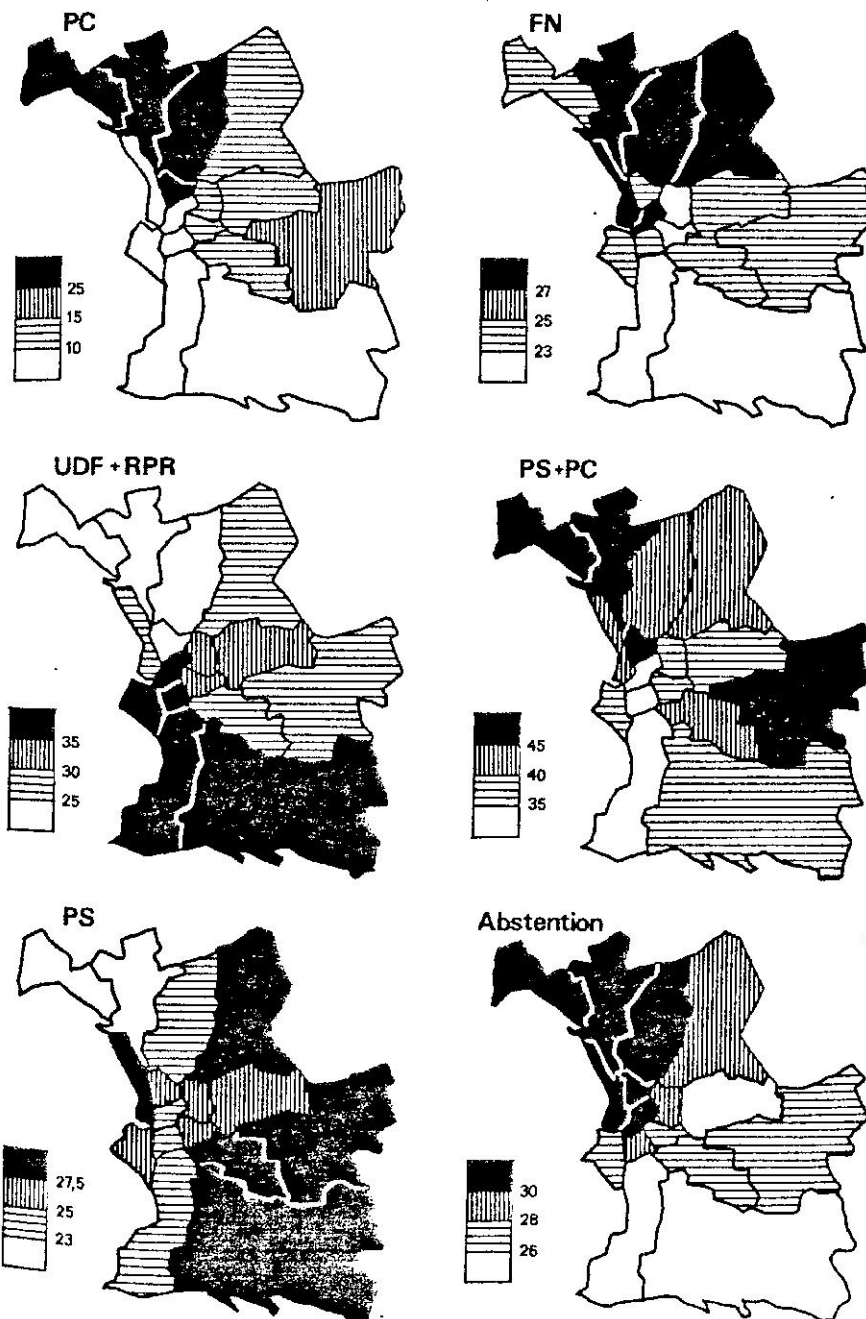
En revanche, le relativement bon maintien de l'UDF tient sans doute au fait que son leader à Marseille, Jean-Claude Gaudin, peut se prévaloir de son rôle constructif à la mairie de Marseille lorsqu'il était l'adjoint chargé des affaires d'urbanisme de 1965 à 1975, c'est-à-dire à l'époque de la grande croissance, lorsque le système Defferre fonctionnait bien, avant la crise économique, avant que le nombre des immigrés s'accroisse démesurément au centre de la ville. Jean-Claude Gaudin accuse Gaston Defferre de n'avoir rien fait pour limiter leur venue, au contraire, et surtout d'avoir rompu le pacte municipal en s'alliant aux communistes, contrairement à toute sa politique antérieure. Jean-Claude Gaudin, député des quartiers aisés du sud de Marseille, mais fils d'un

<sup>1</sup> Bulletin du CEMERS, n° 6, avril 1986.

## MARSEILLE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1986

Résultats par arrondissement

(en % des suffrages exprimés)



modeste maçon, a failli devenir maire de la ville en 1983, car la liste qu'il conduisait était, au total, majoritaire en voix (3 000 voix de plus), mais elle fut minoritaire en sièges au conseil municipal, car la loi « PLM » l'a transformé, comme à Paris et à Lyon, en réunion des maires des différents arrondissements. Jean-Claude Gaudin, qui ne s'est pas privé de dénoncer en termes acerbes les « charcutages » de circonscriptions au profit de son adversaire, vise avant toute chose la mairie de sa ville, comme l'indique le titre de son livre *Une passion nommée Marseille*. Certes, son élection en 1986 comme président du conseil régional renforce son influence, mais le score de la droite classique aux législatives de la même année n'est pas suffisant pour qu'elle puisse l'emporter seule aux prochaines élections municipales. La situation de Jean-Claude Gaudin est donc délicate : à Marseille, les voix du Front national lui sont nécessaires, mais au plan national, le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale peut difficilement montrer l'exemple de l'alliance avec l'extrême droite.

Le déclin du Parti communiste à Marseille traduit, outre des causes générales, l'accentuation de la longue décadence des grandes entreprises industrielles marseillaises sur lesquelles ce parti a depuis longtemps basé son action. L'industrie traditionnelle des corps gras et des savons a d'abord subi la concurrence des détersifs fournis par la pétrochimie. Les industries de l'agro-alimentaire ont subi les effets des restructurations imposées par les groupes multinationaux et ce sont les vieilles usines marseillaises qui ont été fermées. Le secteur de la réparation navale, qui a longtemps profité d'une rente de situation, n'a pas été suffisamment modernisé et l'entreprise la plus importante, Terrin, a subi les conséquences de la faillite du groupe Creusot-Loire, auquel elle était associée. Par ailleurs, sur le port, le nombre des emplois a dû être réduit pour faire place aux formes plus modernes de la manutention. De surcroît, le trafic non pétrolier est en déclin et celui du pétrole stagne depuis quelques années. Une fois licenciés, les ouvriers ou les dockers qui votaient communiste ou socialiste perdent contact avec la cellule ou le syndicat, et leurs traditions de lutte, le désarroi aidant, font que bon nombre d'entre eux reprennent les slogans du Front national.

#### *Géopolitique du Grand Marseille.*

Toutefois, si la plupart des activités industrielles et portuaires situées dans le périmètre de la ville de Marseille sont depuis

longtemps en stagnation ou en décadence, en revanche, elles se sont fortement développées au-delà de la chaîne de l'Estaque, autour de l'étang de Berre. Mais, hormi les ports pétroliers, qui dépendent de la chambre de commerce de Marseille et la zone industrielle de Vitrolles, qui est relativement proche de la ville, ce nouvel ensemble industriel n'a guère de rapport avec le patronat marseillais et elle n'a guère offert d'emploi à la main-d'œuvre de la grande ville. Il s'agit principalement, en effet, soit des grandes usines pétrochimiques, qui ont un personnel très qualifié, soit des industries aéronautiques de Marignane (la SNIAS, qui fabrique des hélicoptères) et d'Istres (Dassault), qui emploient surtout des techniciens, soit du complexe sidérurgique de Fos, qui dépend des sociétés métallurgiques du Nord et de Lorraine et qui emploie de la main-d'œuvre venant surtout de ces régions.

Ces implantations industrielles se sont accompagnées d'une forte croissance urbaine et si, en 1962, la ville de Marseille formait les 70 % de l'agglomération marseillaise, en 1982, la ville principale ne compte plus que pour 56 % de l'ensemble du « Grand Marseille ». De 1962 à 1982, les villes de l'étang de Berre sont passées de 142 000 à 303 000 habitants. Par ailleurs, Aix-en-Provence, avec sa banlieue, est passée de 143 000 à 178 000 habitants, en raison notamment de la venue de catégories sociales aisées qui ont quitté Marseille, la « ville métèque », pour venir s'installer dans une ville propre où il n'y a guère d'étrangers (5 % seulement, contre plus de 9 % à Marseille). Celle-ci a évidemment une municipalité de droite. Il en est de même d'Arles, mais la ville est loin de l'agglomération marseillaise. En revanche, les villes de l'étang de Berre ont, pour la plupart, des municipalités de gauche, avec des exceptions, Marignane et Salons (l'École de l'air) étant les plus notables. Mais Martigues, Miramas, Port-de-Bouc, Berre, Port-Saint-Louis-du-Rhône, ont des mairies communistes et il en est de même, hors de la zone de l'étang de Berre, pour Gardanne (les mines de lignite) et pour Aubagne. Ces mairies communistes se sont maintenues en 1983, comme les mairies socialistes d'Istres, de Vitrolles et des Pennes-Mirabeau. Aux élections de 1986, le Parti communiste obtient des scores très importants dans les circonscriptions d'Aubagne et de Martigues (26 % et 24 %), qui contrastent avec le déclin qu'il enregistre à Marseille. Il y a, certes, beaucoup d'immigrés dans ces villes ouvrières, mais l'activité des grandes entreprises maintient l'appareil de la CGT et du PC. Le Front national est là, lui aussi, et dans les circonscriptions de Salon d'Aubagne et de Martigues, il est la première formation de droite (23,8 %, 21 % et 20 % des voix). À Marignane, avec 29,6 %

des voix, il devance toutes les formations politiques (UDF 22 %, PS 21 %, PC 10 %, RPR 8 %).

Dans la grande agglomération marseillaise, le Parti socialiste a une influence relativement grande (même à Aix, où il a obtenu, en 1986, 28 % des voix<sup>1</sup> et à Salons 25 %), il compte de nombreux militants et ceux-ci agissent dans un cadre très différent de celui de la ville de Marseille. Celle-ci ne forme plus, aujourd'hui, que la moitié de la population totale du « Grand Marseille ». Ceci explique, autant que les rivalités de personne, les dissensions qui se sont développées de façon spectaculaire au sein de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

### *La rivalité des « defferristes » et des « pezetistes. »*

Pendant longtemps au sein de cette fédération, le poids des militants et des élus marseillais organisés dans l'appareil de Gaston Defferre y fut prépondérant et ceux-ci parlaient même couramment des « ruraux » (*sic*) pour désigner ceux des militants (y compris ceux d'Aix) qui n'étaient pas de Marseille. Tant que celle-ci fut contrôlée<sup>2</sup> par Gaston Defferre, qui était aussi président du conseil régional, les divergences restèrent latentes, bien que les militants « ruraux » soient de plus en plus nombreux et actifs au sein d'une des plus puissantes fédérations du PS. Mais lorsque Gaston Defferre confia à un de ses « dauphins », Michel Pezet (né en 1942), d'abord la charge de premier secrétaire de la fédération, en 1979, puis, en 1981, la présidence du conseil régional, les rivalités ne tardèrent pas à se développer entre les différents « lieutenants » du maire, qui, devenu ministre, devait être le plus souvent à Paris et qui, à Marseille, changea plusieurs fois de « bras droit ». Certes, Michel Pezet était membre du conseil municipal de Marseille, mais en 1981, il a été battu dans la circonscription du centre de Marseille où il se présentait; il s'appuie donc moins sur Marseille que sur les « ruraux » et il s'est empressé de développer l'appareil du conseil régional avec nombre de ses amis. Moins que d'autres, Michel Pezet a été favorable à l'alliance avec les communistes, ce qui peut aussi s'expliquer par la position encore très forte que tient le PC, en dehors de Marseille.

Le conflit entre les lieutenants de Gaston Defferre (notamment

1. Il faut tenir compte, à Aix, de l'importance du milieu intellectuel et universitaire.

2. Elle fut pendant vingt ans dirigée par Charles-Émile Loo, un fidèle de Defferre.

entre Pezet et Sanmarco) devint un conflit Pezet-Defferre pour le contrôle de la fédération et il est significatif que sa première manifestation spectaculaire à l'occasion du congrès fédéral en octobre 1985, se soit produite non pas à Marseille, fief des « defferristes », mais à Fos, dans le « Grand Marseille », où les « pezetistes » sont beaucoup plus influents. C'est l'affaire des « fausses cartes » d'adhérents au Parti, les « defferristes » accusant les « pezetistes » d'avoir ainsi augmenté le nombre de leurs mandats. Malgré les efforts du secrétariat national du PS, où Michel Pezet compte de nombreux amis, ce conflit, qui est parfois présenté comme celui du jeune contre le « vieux » et ses partisans, a connu plusieurs rebondissements, l'un d'entre eux – victoire pezetiste – étant dramatiquement marqué par la mort soudaine de Gaston Defferre en mai 1986. Si elle provoqua une grande émotion dans la ville, elle n'a pas mis un terme à la rivalité des pezetistes et des defferristes, ces derniers n'étant d'ailleurs pas unanimes pour décider qui d'entre eux sera le futur candidat socialiste à la mairie de Marseille. La gravité de ce conflit est renforcée par le fait qu'il se déroule dans une ville et dans une région où l'extrême droite est de plus en plus puissante. Au-delà des rivalités personnelles entre dirigeants, il souligne l'importance du clivage géopolitique au sein de l'agglomération du Grand Marseille : d'une part, entre un socialisme municipal organisé depuis plus de trente ans au sein d'une formation sociale très particulière par une personnalité politique exceptionnelle, qui a su jouer des rapports de force politiques comme des clientèles et des « clans »; d'autre part, un socialisme à tendance plus ou moins « rocardienne », qui s'est développé au sein d'une population dont les structures sont beaucoup plus « classiques » et dont l'accroissement est beaucoup plus récent, qu'il s'agisse de tout ce qui gravite autour des universités d'Aix-Marseille ou du personnel (ouvriers, employés, techniciens) des grandes entreprises nationales implantées depuis vingt ans dans la zone de l'étang de Berre. Mais l'enjeu principal des rivalités au sein du Parti socialiste (comme au sein de la droite) est la mairie de la seconde ville de France. Michel Pezet, pour revenir à lui, est issu du sérail et s'il a su constituer un appareil politique, hors de la vieille ville, en s'appuyant sur ces milieux sociaux nouveaux, c'est bien le contrôle de la mairie qui lui importe le plus.

Or l'accroissement du Grand Marseille, dans les vingt dernières années, a été moins le fait du grand patronat marseillais ou de Gaston Defferre que du pouvoir central. Si les dirigeants marseillais ont demandé l'industrialisation de la zone de l'étang de Berre, en revanche, le développement de l'industrie aéronautique, et,



surtout, l'opération Fos traduisent la volonté du gouvernement, qui a fortement incité de grands groupes nationaux à venir s'implanter près de Marseille. Ceci illustre une fois encore l'étroitesse des liens qui existent depuis si longtemps entre le centre et un certain point de la « périphérie » du territoire national, Marseille.

C'est pourquoi il importe d'analyser attentivement les mobiles et les péripéties de la grande opération de géopolitique qu'a été l'implantation du complexe industriel de Fos, car cette analyse fait apparaître à la fois des mobiles nationaux et internationaux, et les difficultés qu'a rencontrées la mise en œuvre d'une stratégie sur le terrain.

## CHAPITRE V

# Fos ou l'histoire d'une grande opération de géopolitique industrielle

Au début des années 1970, le gouvernement engageait, sur les rives du golfe de Fos, une vaste opération d'aménagement du territoire et la lançait dans l'opinion par une campagne publicitaire sans précédent. Il s'agissait d'abord d'installer une usine sidérurgique intégrée, qui devait produire 3,5 millions de tonnes d'acier en 1974, 7 millions en 1978 et peut-être, un jour, 20 millions (soit presque autant que toute la production française en 1970), et d'implanter six autres grands établissements industriels, le tout s'ajoutant à la raffinerie Esso, démarrée en 1965, représentant un peu plus de 8 000 emplois.

Ce complexe industriel devait jouer le rôle d'un pôle de développement et, par ses effets entraînés et induits, provoquer la création de 160 000 emplois nouveaux en douze ans (1973-1985) et, par suite, un accroissement de population d'environ 500 000 personnes, résultant uniquement de cette opération d'aménagement. Celle-ci consistait donc aussi à construire des dizaines de milliers de logements nouveaux, des équipements scolaires, hospitaliers, commerciaux, etc., et à mettre en place toute une infrastructure de transports et de télécommunications sur un espace s'étendant de Marseille et Aix jusqu'à Port-Saint-Louis et Arles.

Certes, l'opération était d'envergure, mais son lancement médiatique le fut bien plus encore. Le gouvernement organisa, en effet, une intense campagne de propagande, axée avant tout sur l'ampleur et le modernisme de ce nouvel aménagement, pour obtenir plus aisément l'adhésion de l'opinion publique en chatouillant, très gaullistement, sa fibre nationaliste. « Je considère personnellement l'opération de Fos comme la plus importante opération concertée d'aménagement de dimension internationale, la plus passionnante aussi » (Olivier Guichard, délégué à l'Aménagement du territoire, en février 1972). Fos est actuellement le